

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 153.787 du 17 janvier 2006

G./A.130.205/XV-254

En cause : **1. L'Association de fait «Les Amis
des Fonctionnaires de la Redevance»,
2. LEFORT Jean,
3. BODART Jean-Claude,**

ayant élu domicile chez
Mes Benoît et Luc CAMBIER, avocats,
rue Jean-Baptiste Meunier, 22,
1050 Bruxelles,

contre :

La Région Wallonne, représentée
par son Gouvernement.

ayant élu domicile chez
Me J. SOHIER, avocat
avenue Emile De Mot, 19,
1000 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA XV^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 décembre 2002 par l'association de fait «Les Amis des Fonctionnaires de la Redevance», Jean LEFORT et Jean-Claude BODART, qui demande l'annulation de «la délibération du 3 octobre 2002 par laquelle le Gouvernement de la Région wallonne décide :

- de transférer le service de perception de la redevance radio et télévision à la Région pour le 1^{er} janvier 2003;
- de reprendre d'office tous les agents qui ont été nommés au sein du Service ou qui ont été engagés sous contrat par le Service au plus tard le 31 décembre 2002;
- de poursuivre les contrats de travail en cours des agents contractuels transférés et de ne pas leur appliquer sa décision du 22 mars 2001;

- de ne pas poursuivre l'accord de coopération conclu en 1997 entre l'Etat fédéral et la Communauté française;
- de formuler une demande au Gouvernement fédéral afin de trouver une solution permettant de rencontrer au mieux les intérêts des agents de l'I.B.P.T. qui n'auront pas été transférés»;

Vu l'arrêt n° 115.976 du 17 février 2003 rejetant la demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué et réservant les dépens;

Vu la notification de l'arrêt aux parties;

Vu la note de Mme JOTTRAND, Auditeur au Conseil d'Etat, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par l'article 15^{ter} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 5 juin 2003 par le greffe du Conseil d'Etat aux requérants les informant qu'il leur est loisible de demander à être entendus dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les requérants n'ont pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'ils n'ont pas non plus demandé à être entendus; que, conformément à l'article 17, § 4^{ter}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 525 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-sept janvier deux mille six par :

MM. LEROY,
HARMEL,

Président de chambre,
Greffier.

Le Greffier,

Le Président,

P. HARMEL.

M. LEROY.